

POLITIQUE • RURALITÉ

Les élus ruraux appellent à des réponses d'ampleur après l'« avertissement » des élections

Au vu des scores du Rassemblement national dans les zones rurales lors de la présidentielle et des législatives, des associations d'élus demandent au gouvernement de faire de la ruralité une priorité, avec la création d'un ministère qui y soit pleinement consacré.

Par Camille Bordenet

Publié hier à 18h57, mis à jour à 09h22 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Un « vote d'avertissement sans précédent ». C'est ce que traduisent les scores du Rassemblement national (RN) dans les zones rurales lors de la présidentielle et des législatives, selon plusieurs associations d'élus des territoires ruraux. Elles enjoignent à l'exécutif et aux nouveaux députés d'y apporter « d'urgence » des réponses.

« Plus qu'un vote d'extrême droite », Bernard Delcros, sénateur centriste du Cantal et président du Parlement rural français – qui réunit élus, chefs d'entreprise, associations et universitaires –, y lit ainsi « l'expression d'un malaise profond qui ne trouve toujours pas de réponse à la hauteur des enjeux ».

Un malaise que M. Delcros – auteur de rapports sur les zones de revitalisations rurales – dit ressentir au quotidien en tant qu'habitant et ancien maire d'une petite commune montagnaise. Il rappelle que le RN – arrivé en tête dans 51,7 % des communes au second tour de la présidentielle – « a fait ses meilleurs scores dans les communes rurales ».

Lire aussi : [Le vote RN progresse dans les territoires ruraux et périurbains](#)

Une stratégie de campagne axée sur une rhétorique de « la ruralité oubliée », qui s'est également avérée victorieuse au second tour des législatives : le RN – qui a réalisé une percée inédite en obtenant 89 députés – l'a emporté dans 9 633 communes sur près de 34 000, la plupart d'entre elles dans des zones rurales, selon un décompte de l'Agence France-Presse. Dans certains départements ruraux comme l'Aude, le parti a remporté la totalité des circonscriptions.

« Sentiment d'abandon »

Flambée des coûts de l'énergie et des carburants, difficulté d'accès aux soins, au numérique, à la mobilité, à l'école et au reste des services publics... « En dépit des politiques menées depuis plusieurs années, une partie des habitants de ces territoires continuent d'être habités par un sentiment d'abandon et de déclassement. Il y a urgence », alerte également, dans un communiqué, l'Association des petites villes de France (APVF), présidée par le maire de Barentin (Seine-Maritime), Christophe Bouillon.

« C'est une troisième alerte après la crise des "gilets jaunes" et les doléances exprimées lors du grand débat », considère M. Delcros. La réponse du gouvernement avait alors été le lancement d'un agenda rural de 181 mesures piloté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, des référents ruralité dans les ministères et préfectures, ainsi que la création, en juillet 2020, d'un poste de secrétaire d'Etat à la ruralité, occupé par Joël Giraud – redevenu député des Hautes-Alpes. Un gage de rééquilibrage territorial et une première – depuis un éphémère secrétariat d'Etat au développement rural en 1995 – qui aura néanmoins été de courte durée.

Le portefeuille rural a en effet disparu du gouvernement Borne formé en mai, englobé, avec les autres territoires, dans le grand ministère à la transition écologique et à la cohésion des territoires d'Amélie de Montchalin, et confié au ministre délégué chargé des collectivités territoriales, Christophe Béchu. L'avenir demeure flou puisque la première, battue aux législatives, va devoir quitter le gouvernement.

Lire aussi : [Logement, transport, ruralité ou tourisme : les oubliés du remaniement inquiets du signal envoyé](#)

Sans attendre le remaniement, Parlement rural, APVF, Association des maires ruraux de France (AMRF) ou encore Association des départements de France (ADF) appellent notamment à la nomination d'un interlocuteur ministériel spécifique. « *Quelqu'un qui par son parcours connaisse les réalités rurales et s'y consacre entièrement* », demande M. Delcros, craignant la « *dilution dans un ministère trop vaste* », de même qu'un profil qui pourrait être perçu comme « *trop éloigné* », tandis que les habitants des campagnes ont exprimé à plusieurs reprises, ces dernières années, leur besoin de représentativité.

« Changer de braquet »

Le Parlement rural, l'AMRF et l'ADF appellent ainsi le gouvernement à faire de la ruralité « *l'une de ses priorités* », avec « *un plan de grande ampleur, d'urgence* ». « *Il faut un véritable agenda rural érigé en politique d'aménagement équilibré du territoire par un financement ambitieux et une application effective partout* », abonde Michel Fournier, président de l'AMRF – qui fédère 10 000 communes de moins de 3 500 habitants –, dans un communiqué, pointant aussi la forte abstention électorale.

Lire aussi : [En matière de ruralité, Marine Le Pen s'érige en candidate des « oubliés », Emmanuel Macron s'appuie sur son bilan](#)

Exhortant à « *changer de braquet* », le maire des Voivres (Vosges) rappelle que « *malgré des avancées constatées (...), les reculs sont nombreux avec la perte d'autonomie financière, de libertés communales* », à la suite de lois de réorganisation territoriale mal vécues par les petites communes.

De son côté, l'APVF demande « *solennellement* » à Emmanuel Macron et au gouvernement « *l'élaboration d'un pacte de confiance entre l'Etat et les territoires en portant une attention beaucoup plus soutenue aux petites villes et au monde rural* ». Et d'avertir l'exécutif « *sur les risques de nouvelles mesures d'économie visant à réduire la dépense publique locale* ».

« *Si on n'apporte pas des signaux rapides, ça va être explosif* », met en garde M. Delcros, rappelant que les zones rurales représentent 33 % de la population nationale et 88 % du territoire. Dans un entretien au Monde, le 22 juin, après le second tour des législatives, le député (La France insoumise) de la Somme François Ruffin appelait, pour lutter contre la montée de l'extrême droite, « *à ne pas devenir la gauche des métropoles contre la droite et l'extrême droite des bourgs et des champs* ».

Camille Bordenet

Services

CODES PROMO

avec Savings United

Codes Promo **Aliexpress**



Codes Promo **Ebay**



Codes Promo **Rue du Commerce**



Codes Promo **E-Leclerc**



Codes Promo **Rakuten**



Codes Promo **Amazon**

amazon

Codes Promo **Cdiscount**

Cdiscount

Tous les codes promo